



CONCOURS 2023

ORAUX DE LANGUES - TEXTES

LANGUE VIVANTE A

ESPAGNOL

Journée prépas ESSEC 2023

Au Chili, le président Gabriel Boric essuie un nouveau revers

Le Monde, 10 mars 2023

Flora Genoux

Le gouvernement chilien espérait fêter la première année au pouvoir du président Gabriel Boric (gauche), le 11 mars, par l'approbation de sa réforme fiscale, une loi essentielle de son programme. Le texte devait ouvrir la voie, en les finançant, à d'autres réformes promises et tourner la page d'un début de mandat laborieux et fortement chahuté. Mais, mercredi 8 mars, la vaste coalition de gauche au pouvoir (du Parti communiste au centre gauche) a essuyé un revers majeur : la Chambre des députés a refusé, à une voix près, le principe même d'un débat sur la réforme fiscale proposée par le gouvernement. Ce dernier doit maintenant attendre un an avant de pouvoir présenter un nouveau texte de cet ordre à la chambre basse. Ce délai est très embarrassant, alors que le mandat présidentiel dure seulement quatre ans. Le dépôt du projet de loi au Sénat demeure possible, mais son approbation semble chimérique, le gouvernement ne pouvant compter sur les deux tiers des voix nécessaires.

Après le rejet de son texte par les députés, Gabriel Boric a pris la parole depuis le nord du pays, visiblement courroucé. « Il semble que l'objectif de certains est de faire du mal au gouvernement, de faire obstacle aux changements (...), mais ils font du mal à des millions de Chiliens et de Chiliennes qui souhaitent, depuis des années, un pays plus juste, un système de santé qui les protège et ne les pousse pas à l'endettement, un pays avec des retraites dignes », a déclaré le chef de l'Etat.

La réforme fiscale constituait la pièce maîtresse du programme de Gabriel Boric. (...)

Surtout, selon les calculs du gouvernement, les nouvelles recettes mais aussi la lutte contre l'évasion fiscale, comprise dans le projet, étaient appelées à financer la moitié de son programme : une feuille de route ambitieuse en matière de nouveaux droits sociaux – éducation, retraites, santé notamment – censée répondre aux exigences formulées lors de l'historique mouvement contre les inégalités de 2019, après lequel M. Boric avait été élu.

Le président a assuré, mercredi, que la revalorisation de la pension solidaire de base, qui concerne les plus de 65 ans n'ayant droit à aucune retraite et devait être portée à 250 000 pesos (296 euros contre l'équivalent de 244 euros aujourd'hui), était compromise. Cette majoration fait partie d'un projet plus large de réforme du système des retraites, présenté au Parlement en novembre 2022. Il s'agit du premier grand chantier social du gouvernement.

Le texte vise à mettre l'Etat à contribution, les travailleurs mais aussi les employeurs, tandis que le système actuel est à capitalisation individuelle privée. Aujourd'hui, une retraite sur quatre se situe au-dessous du seuil de pauvreté, selon le gouvernement. « La réforme fiscale visait à une meilleure répartition des richesses » et à financer un nouveau système de retraite, a insisté le président Boric.

« Les responsables de l'évasion fiscale et leurs conseillers, ainsi que les détenteurs de grands capitaux et les lobbys vont fêter [le vote des députés] », a commenté Mario Marcel, le ministre des finances, issu du centre gauche et auteur du projet de réforme. Il a dénoncé « la gravité » du résultat du vote.

L'opposition de droite a rejeté en bloc l'idée de légiférer sur le texte. Cependant, c'est l'abstention de trois élus de gauche ou se définissant comme indépendantes qui a fait basculer le sort de la réforme. « Le gouvernement ne dispose pas d'une majorité stable à la Chambre des députés et il n'a pas la majorité au Sénat, souligne Fernando Rosenblatt, politiste à l'université Diego-Portales. Il doit négocier avec chaque élu, au comportement parfois volatil. C'est une situation à laquelle il fait face depuis son arrivée au pouvoir. »

La sortie de route de la réforme fiscale constitue le deuxième grand revers du gouvernement. Lors d'un référendum, le 4 septembre 2022, 62 % de votants ont refusé le projet d'une nouvelle Constitution, en remplacement de la Loi fondamentale actuelle héritée de la dictature (1973-1990) d'Augusto Pinochet. Le texte soumis au vote gravait dans le marbre une série de droits sociaux, mais aussi la protection de l'environnement, ou encore les droits des femmes, reflétant le programme de Gabriel Boric.

Après plusieurs mois de mandat suspendu au résultat du référendum, le gouvernement a dû modérer son positionnement. Dans la foulée de son échec, un remaniement a ouvert le gouvernement au centre gauche. L'écriture d'un nouveau projet de Constitution, sur lequel les Chiliens devront se prononcer au mois de décembre, est en cours. Dans l'immédiat, « le risque pour le gouvernement est de ne pas être en mesure de répondre à la demande de justice sociale », estime Fernando Rosenblatt.

Toutefois, pour l'économiste Francisco Castañeda, directeur de l'école de commerce de l'université Mayor, « le gouvernement dispose de différentes marges de manœuvre. Il va chercher d'autres façons de financer ses réformes, en s'endettant notamment ». Le ratio entre dette publique et PIB demeure particulièrement bas au Chili (41 %) en comparaison de la moyenne des pays de l'OCDE (90 %). Par ailleurs, « le gouvernement peut aussi chercher à négocier avec la droite une autre réforme fiscale, avec des objectifs de recettes moindres », poursuit l'économiste.

(...)

Teleperformance paie cash sa mauvaise réputation sociale en Colombie

Le Monde, 11 novembre 2022

Olivier Pinaud

En cause : les conditions de travail de certains salariés de Teleperformance en Colombie, où le groupe emploie plus de 42 000 collaborateurs. « Nous avons notifié l'entreprise et invitons tous les travailleurs et organisations syndicales du pays à nous fournir des preuves de violations présumées des normes du travail », a annoncé dans son tweet le vice-ministre, arrivé à son poste en août après l'élection de Gustavo Petro, premier président de gauche du pays. Dans une réponse envoyée par e-mail quelques heures après le tweet ministériel, Teleperformance a assuré, « à ce jour », n'avoir « reçu aucune notification officielle de la part du gouvernement colombien ».

Le groupe s'est dit « confiant sur les résultats d'un tel contrôle, l'équipe de direction de la filiale en Colombie ayant toujours développé la société dans le respect de la loi ». L'enquête fait suite à la publication, le 20 octobre, d'un article du magazine américain Time en collaboration avec l'ONG britannique Bureau of Investigative Journalism. Ce reportage décrit des conditions de travail éprouvantes pour les employés colombiens de Teleperformance chargés de la modération des contenus du réseau social TikTok.

Leur salaire commencerait à 1,2 million de pesos (234 euros) par mois, soit environ 240 dollars américains, neuf fois moins que les modérateurs basés au Royaume-Uni, pour des journées de travail de plus de dix heures. Les objectifs de visionnage par personne peuvent aller jusqu'à 900 vidéos par jour, avec des contenus parfois très éprouvants : dans ce reportage, un modérateur dit regarder « sur une base régulière » des vidéos de « meurtre, suicide, pédophilie, pornographie, accidents, cannibalisme ».

Début août, le magazine américain Forbes avait lui mis en cause la façon dont Teleperformance forme ses modérateurs américains du réseau TikTok en leur soumettant des images choquantes. « La présentation [faite par Time] me paraît curieuse et ne pas correspondre à la réalité de notre maison », a réagi Olivier Rigaudy, directeur général délégué de Teleperformance, lors d'une conférence de presse téléphonique organisée jeudi soir.

Selon lui, les modérateurs colombiens sont assez peu soumis à des contenus « odieux », 97 % des vidéos choquantes étant écartées en amont par des logiciels d'intelligence artificielle. Il estime à moins d'un pour un million de visionnages le nombre de vidéos choquantes vues par un modérateur. Quant aux salaires, M. Rigaudy assure qu'ils débutent à « 145 % du salaire minimum de Colombie, qui est de 208 dollars ». « Les gens sont contents de faire ce travail-là », est persuadé le dirigeant. Selon lui, la surveillance des contenus des réseaux sociaux est « presque un service public ».

Mais c'est aussi un vrai business : 15 000 salariés de Teleperformance sont employés à cette tâche dans le monde, et cette activité représente 7 % de son chiffre d'affaires annuel, soit environ 500 millions d'euros. Ce n'est pas la première fois que Teleperformance est mis en cause pour les conditions de travail de ses salariés. En avril 2020, la fédération syndicale internationale UNI Global Union et les syndicats français CFTD, CGT et FO avaient porté plainte auprès du point de contact national français (PCN) de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Des investisseurs doutent

Ils dénonçaient les « conditions choquantes et insalubres dans les centres d'appels de Teleperformance pendant la pandémie » de Covid-19, « ainsi que les représailles et les mesures antisyndicales envers les travailleurs qui se sont syndiqués pour obtenir de

meilleures conditions ». Ces violations présumées des droits des salariés avaient été constatées dans dix pays, dont la France et la Colombie. Dans ce dernier pays, Teleperformance est accusé d'empêcher le syndicat Ultraclaro de s'implanter dans l'entreprise.

A la suite d'une médiation, le PCN avait recommandé à Teleperformance, le 5 juillet 2021, « de renforcer son devoir de diligence » et d'autoriser la création d'une représentation syndicale en Colombie. Les discussions entre la direction et le syndicat n'ont pas abouti, a déclaré jeudi soir M. Rigaudy. Teleperformance a aussi été accusé par des syndicats de vidéosurveiller certains salariés en télétravail, notamment en Grèce et en Albanie. Des actionnaires de Teleperformance s'inquiétaient depuis plusieurs mois de ce mauvais contexte social.

« Nous avons, avec d'autres investisseurs, Axa IM, Candriam, HSBC et OFI AM, mené des actions auprès du groupe pour obtenir plus de transparence et des engagements sociaux », explique Frédéric Ponchon, associé-gérant de la société de gestion d'actifs Sycomore, qui n'est plus actionnaire de Teleperformance depuis plusieurs mois. Les nouvelles accusations en Colombie viennent donc renforcer les doutes de certains investisseurs, encore plus sensibles, depuis le scandale Orpea, début 2022, au respect des critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance des entreprises.

« La publication du livre Les Fossoyeurs [de Victor Castanet, en janvier] a entraîné l'ouverture d'autres enquêtes et la découverte d'éléments supplémentaires à l'encontre d'Orpea. Il ne s'agit pas de faire de parallèle avec Teleperformance, mais, depuis cette affaire, dès l'apparition d'une suspicion, les actionnaires se montrent plus prompts à vendre leurs actions », ajoute M. Ponchon pour expliquer la dégringolade de l'action, jeudi. Pour amortir cette chute boursière et « démontrer la confiance de la direction », selon M. Rigaudy, Teleperformance a annoncé vouloir acheter pour 150 millions d'euros de ses propres actions. Vendredi, le cours rebondissait en début de séance.

Le Pérou en quête d'une refondation

L'Humanité, 13 janvier 2023

Romain Migus

Dans la région d'Apurimac, terre natale de Dina Boluarte, la contestation ne faiblit pas. Au cœur de cette zone rurale, celle qui occupe la présidence du Pérou depuis le renversement de Pedro Castillo, le 7 décembre dernier, est conspuée par la population.

Dès son coup de force, elle avait dû faire exfiltrer sa famille par l'armée pour la protéger de la colère populaire. Entre le village de Chincheros et la ville d'Andahuaylas, les habitants ont érigé un énorme monticule de terre empêchant tout transit routier en signe de protestation. Cette petite route qui serpente entre les montagnes est à l'image de tout le sud du pays où les blocages sont légion et ont pour conséquence de paralyser l'économie.

Sur le barrage de Chincheros, les rares personnes qui transitent à pied soutiennent la mesure. « Ici, nous sommes tous pour l'arrêt », nous glisse Jusiciano en précisant que « cela durera jusqu'à la démission de Boluarte ».

Depuis le mois de décembre, et le coup d'État contre Castillo, le pays est en ébullition. On compte désormais 47 morts et plusieurs centaines de blessés, en seulement un mois de gestion du gouvernement de facto. La région d'Apurimac a été la première à comptabiliser les victimes. Et notamment le village de Chincheros où, le 12 décembre 2022, la police a assassiné le jeune Roberto Pardo, 16 ans.

Un rugissement surgissant des montagnes vient perturber la quiétude ressentie sur la barricade. Descendants des montagnes alentour, des milliers de paysans viennent faire entendre leur colère contre le gouvernement. « Cette dame a usurpé le pouvoir, et en plus elle nous a fait massacrer. Elle doit partir, mais pas qu'elle. Nous voulons que le Parlement soit fermé, qu'il y ait de nouvelles élections et la tenue d'une Assemblée constituante ».

Derrière ces revendications immédiates, le malaise est plus profond. « Cela fait 200 ans qu'on nous exploite. Ici, nous n'avons rien, l'État est totalement absent. Nous sommes abandonnés à notre sort alors que notre territoire regorge de richesses naturelles. Lima nous pille depuis trop longtemps, ça suffit. (...) »

Depuis la fin du conflit armé, toutes les ressources démocratiques ont été utilisées par le petit peuple pour essayer de rompre l'État colonial péruvien. En vain. Avec le renversement de Castillo, c'est l'option électorale qui est aujourd'hui délégitimée par cette grande majorité d'oubliés, qui n'entendent désormais plus être représentés, mais exercer directement le pouvoir.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, les revendications territoriales ont laissé place à des exigences politiques nationales. Sur tout le territoire, lors de milliers d'assemblées populaires, on parle de refondation de la République, de comment vivre ensemble. Des solidarités interrégionales se créent autour de ces mots d'ordre.

Lorsque, le 9 janvier 2023, le gouvernement de Boluarte fait tirer sur les manifestants dans la région de Puno, frontalière avec la Bolivie, occasionnant 17 morts et plusieurs dizaines de blessés en quelques heures, la solidarité nationale entre les manifestants est immédiate. Face à la colère, le pouvoir est totalement dépassé et ne comprend pas la reconfiguration politique. Lors de ses vœux de Noël, alors que la répression a déjà fait 30 morts, Dina Boluarte interpelle les protestataires : « Qu'est-ce que vont résoudre ces manifestations? Il faut tous travailler ensemble pour le développement du pays. » Vous n'avez plus de maïs, mangez du quinoa, semble dire la Marie-Antoinette péruvienne à une population indignée par un système qu'elle prétend bousculer.

Au soir du massacre de Puno, le premier ministre, Alberto Otárola, montrera le vrai visage de ce gouvernement de facto, en accusant, sans preuve, les manifestants d'être des terroristes financés par le narcotrafic. Depuis Ayacucho, épice du conflit armé dans les années 1980, Magno Ortega, un dirigeant social historique, nous explique : « Le Sentier lumineux a disparu, mais les causes qui l'ont fait éclore persistent. Et, à chaque revendication populaire, le pouvoir nous accuse de terroristes, et on nous traite comme tels. Le Pérou est complètement divisé entre la caste de Lima et le reste du pays. »

Comment faire si le système politique légal est totalement bloqué ? Le peuple ne s'y trompe pas. Une des revendications phares est la tenue d'une Assemblée constituante afin de redistribuer les cartes du jeu démocratique et du vivre-ensemble. Pourtant, devant le refus des élites et la brutalité de l'État, une autre option commence à prendre de l'ampleur dans tout le sud du pays. Sur la place du village de Chincheros, après la manifestation, Mama Rosario prend la parole.

En quechua, langue maternelle d'un quart des Péruviens, elle se lâche : « Si nous ne trouvons pas de solutions, nous devons faire sécession avec les dix régions du Sud. Nous avons les mines, nous avons l'eau, nous avons le gaz et l'agriculture, et nous avons notre propre langue. Si Lima ne nous respecte pas, nous n'aurons pas d'autre choix que de nous en aller. » Mama Rosario est aussitôt acclamée par toute l'assemblée.

Dans plusieurs régions, le sentiment séparatiste prend forme comme un ressentiment historique, comme une menace pour exiger que Lima permette aux oubliés de la décolonisation de devenir enfin des Péruviens comme les autres. Le coup d'État contre Castillo a ouvert la boîte de Pandore. Le Pérou est entré de plain-pied dans un processus constituant dont l'issue est encore incertaine et pourrait même devenir encore plus conflictuelle.

Ressources en eau : l'Espagne envisage de vivre sans retenues

Libération, 26 mars 2023

François Musseau

Si, en France, la sécheresse insistante suscite un débat sur le recours croissant aux « bassines », en Espagne il s'agit d'un modèle bien connu depuis des décennies, essentiel pour l'agriculture, mais aujourd'hui remis en question. Pour beaucoup, il est même considéré comme dépassé et insuffisant, dans un contexte de pénurie chronique d'eau, liée en partie au dérèglement climatique mais aussi à la gestion agricole. En l'état, l'Espagne est une « superpuissance » des retenues d'eau, appelées ici *embalses* ou *pantanos*. Selon la Société nationale de barrages et retenues d'eau, qui les fédère, on en compte 1 226, un record en Europe, en particulier dans la moitié méridionale semi-aride du pays, qui en dépend de manière cruciale pour son agriculture.

La plupart ont été construites entre les années 50 – dans le cadre d'un plan élaboré par le régime franquiste –, jusqu'aux années 90. Jusqu'à récemment, ces *embalses* étaient considérés comme un baume dont les vertus suffisaient à contenter à peu près tout le monde : agriculteurs intensifs (de loin ceux qui utilisent le plus ses ressources), petits cultivateurs, industrie hydraulique, professionnels du tourisme nautique, etc. Aujourd'hui, ces *embalses* ont cessé d'être une solution miracle, mais leur importance historique est une source de conflits croissants. La preuve, en 2021, dans le cadre d'une « stratégie nationale de restauration des fleuves », 108 de ces barrages ont été détruits, sur un total de 239 dans l'Union européenne. L'objectif essentiel est de réhabiliter une faune fluviale en butte aux parois en béton des barrages. Mais une colère se fait depuis entendre, de la part de syndicats agricoles et de petits agriculteurs qui en vivaient.

Au-delà de la polémique toujours vive, les retenues d'eau espagnoles obéissent à un funeste cercle vicieux. Alors que les pluies diminuent peu à peu (l'estimation officielle parle d'une baisse de 25 % en un demi-siècle), les réserves ne cessent de chuter. Ces jours-ci, l'ensemble des *embalses* sont à 51,7 % de leur capacité, selon le Plan hydrologique national, contre 62,7 % en moyenne au cours de la décennie passée. Dans le sud, la région du Guadalquivir est tombée à 25,7 % de sa capacité, et seuls les bassins du nord s'en tirent bien. Le ministère de Transition écologique manifeste son inquiétude concernant les réserves disponibles pour les centrales hydroélectriques, deuxième source d'énergie renouvelable derrière l'éolien dans un pays où 43,6 % de l'énergie est produite de manière décarbonée.

Mais le nerf de la guerre, c'est l'agriculture, qui utilise 85 à 95 % de ce qu'offrent ces retenues d'eau. Les écologistes voient rouge. « Il semble qu'on ait complètement oublié que ces retenues ont pour première vocation l'approvisionnement en eau pour les hommes. Or aujourd'hui, tout ou presque va vers l'agriculture intensive, comme si c'était des stations de transfert d'eau pour l'irrigation », dénonce Santiago Martin Barajas, expert en eau de l'organisation *Ecologistas en Accion*. Julia Martínez, de la Fondation nouvelle culture de l'eau, ne dit pas autre chose : « La pression agricole est si forte que les réserves d'eau ne peuvent pas se reconstituer d'année en année. » *Ecologistas en Accion* recommande de supprimer 1 million d'hectares d'irrigation, soit un quart de la surface utilisée dans le pays à cette fin, « afin de rééquilibrer les choses ».

C'est là où le bât blesse, car tout un modèle est remis en question : les vastes retenues d'eau avaient été pensées pour précisément pouvoir développer l'agriculture de manière intensive et sans limites. Or voilà que la surexploitation des sols et des nappes phréatiques, combinée au changement climatique, remet tout en question. C'est vécu de manière spécialement dramatique dans le sud, où les syndicats agricoles majoritaires, comme Asaja ou Coag –

notamment à Almeria ou Murcie – réclament davantage d'eau déviée depuis le bassin du Tage, au nord. En vain, car le manque d'eau est patent partout.

L'exemple le plus criant est celui de l'*embalse* de la Viñuela, près de Malaga. Là-bas une région entière, la Axarquía (220 000 habitants), vit des fruits tropicaux comme la mangue et l'avocat. Or cette retenue, la seule des environs, est à 10,5 % de sa capacité, et les responsables ont interdit toute irrigation. La solution des autorités régionales est la nouvelle religion de toute l'Espagne littorale en manque d'eau : les usines de dessalement. On en compte actuellement 765, dont 99 de grande dimension. Deux sont en construction dans la Axarquía, prévues en bonne partie pour « remplir » la Viñuela et, ainsi, alimenter l'agriculture intensive tropicale.

En Catalogne, où les *embalses* sont à leur plus bas niveau historique (27 % de leur capacité) et la sécheresse persistante, le gouvernement régional a décrété des restrictions d'eau et a investi 2,3 milliards d'euros sur cinq ans pour doubler la capacité de l'usine de dessalement d'El Prat, qui tourne à plein régime depuis janvier 2022 afin d'alimenter Barcelone et son agglomération. «Et c'est là le danger, enrage Santiago Martin Barajas, on se réfugie vers une solution qui n'en est pas vraiment une. D'une part, ces usines ne peuvent s'implanter que dans les endroits proches de la mer. Ensuite, elles consomment beaucoup d'énergie. Enfin elles rejettent d'immenses quantités de saumure en mer.» Le modèle «*embalses*» est caduc, celui de ces usines est périlleux et onéreux.

En Amérique latine, une «vague rose» et de nombreux courants

Libération, 7 août 2023

Samuel Ravier-Regnat

Le plus gros pour la fin. Avec la victoire de Lula à la présidentielle du 30 octobre, le Brésil, locomotive du continent, achevait la bascule à gauche de l'Amérique latine. Les cinq premières économies d'Amérique latine sont désormais dirigées par des présidents se réclamant du socialisme. L'Argentine et le Mexique ont été rejoints cette année par le Chili du jeune Gabriel Boric, la Colombie de Gustavo Petro, et donc le Brésil du revenant Luiz Inácio Lula da Silva, qui prend ses fonctions ce 1er janvier.

Le retour triomphal du leader syndicaliste à la tête du Brésil (il en avait été président de 2003 à 2011) a été scruté -et salué- par une grande partie de la communauté internationale, tétanisée par les coups de sang et la dérive autoritaire de son prédécesseur d'extrême droite, Jair Bolsonaro. Mais l'alternance la plus spectaculaire de 2022 a sans nul doute eu lieu en Colombie : pour la première fois depuis l'indépendance, en 1810, un président de gauche est entré en fonction dans ce pays historiquement proche des Etats-Unis qui a longtemps fait office de bastion de la droite continentale. L'ancien guérillero Gustavo Petro, jadis maire de Bogotá, a été élu au second tour le 19 juin. Il est secondé par l'ultrapopulaire Francia Márquez, une femme afro-descendante. Encore une première. «Bienvenue à l'espérance», avait déclaré l'impétrant à l'annonce des résultats, comme pour saluer l'entrée de son pays dans une nouvelle ère.

Les victoires de Lula et Petro sont les dernières d'une longue série de succès électoraux de progressistes de tous genres en Amérique latine depuis la victoire d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique en 2018. En quelques années, l'Argentine (2019), la Bolivie (2020), le Pérou (2021) le Honduras (2021) et le Chili (2021) ont tous été conquis par des dirigeants qui se revendiquent de gauche. Si bien qu'avec ses sept Etats les plus peuplés classés à gauche, le sous-continent apparaît désormais plus rouge (ou rose) que n'importe quelle autre région du monde.

Une «vague rose», alors ? Pas vraiment : la formule, déjà utilisée au tournant du XXIe siècle, quand Hugo Chávez était arrivé au pouvoir au Venezuela, Lula au Brésil, Evo Morales en Bolivie et Michelle Bachelet au Chili, est à employer avec mille précautions. D'abord parce que les gauches qui gouvernent l'Amérique latine forment un bloc composite, traversé par des courants radicalement opposés. Nulle similitude, par exemple, entre le Chili du social-démocrate Gabriel Boric et le Nicaragua de Daniel Ortega, devenu président pour la première fois en 1979, au terme d'un mouvement populaire d'inspiration socialiste, mais dont le régime a désormais tout d'une dictature conservatrice, qui enferme les opposants et persécute les journalistes. Cuba, où la Constitution elle-même garantit le rôle dirigeant du Parti communiste, et le Venezuela de Nicolás Maduro, responsable d'une dérive autoritaire, sont également des Etats à part. Sans parler du cas particulier du Pérou, dont le président Pedro Castillo, opposé au droit à l'avortement et favorable au retour de la peine de mort, a été destitué le 7 décembre par le Parlement.

La nouvelle génération de leaders progressistes, incarnée par Gabriel Boric et Gustavo Petro, s'efforce de se démarquer de ces voisins jugés encombrants. Le président élu de Colombie, par exemple, a régulièrement condamné les violations des droits humains perpétrées par le Nicaragua et le Venezuela, avec qui il a cependant décidé de rétablir les relations diplomatiques – les deux pays partageant une frontière longue de plus de 2 000 kilomètres. La rupture est moins nette concernant les représentants de la «vieille gauche» latino-

américaine, tels Luis Arce, qui s'inscrit dans la continuité d'Evo Morales en Bolivie, et Lula, encore réticents à critiquer les régimes autoritaires du sous-continent.

Au-delà de ces divergences idéologiques, la «vague rose» semble relever davantage d'un mouvement de «dégagisme» que d'une aspiration profonde des peuples à des politiques de gauche. (...)

Mais cette dynamique est «fragile», selon le directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la fondation Jean-Jaurès et chercheur associé à l'Iris Jean-Jacques Kourliandsky, qui souligne la «volatilité» d'électeurs qui «votent pour l'estomac» et «exigent des changements immédiats». Dans plusieurs Etats, l'absence de majorité parlementaire pour l'exécutif traduit aussi la faiblesse de l'assise politique des dirigeants, comme au Pérou où Pedro Castillo a fini par être renversé par un Congrès hostile. Comme un signe annonciateur du «mouvement pendulier» décrit par Jean-Jacques Kourliandsky, le président argentin Alberto Fernández a perdu la majorité au Sénat lors des élections de mi-mandat en novembre, ce qui érode significativement sa capacité à réformer.

Les gauches démocratiques d'Amérique latine se retrouvent néanmoins dans leur projet de justice sociale et de lutte contre les inégalités. Mais celles-ci disposent de marges de manœuvre plus limitées qu'à l'époque de la première «vague rose», quand les dirigeants profitaient de l'explosion du cours des matières premières pour financer leurs politiques redistributives, sans procéder à des réformes fiscales d'ampleur. (...)

Elèves en maillot de bain ou séchant les cours : les écoles argentines à l'épreuve d'une canicule sans précédent

Le Monde, 20 mars 2023

Flora Genoux

« Les élèves de primaire qui le souhaitent pourront assister aux cours avec un maillot de bain, des tongs et un vêtement de rechange ; la récréation se tiendra à l'ombre, avec un tuyau d'arrosage. » Samedi 11 mars, les parents d'élèves ont reçu cette note inattendue de la part de la direction de l'école primaire publique Francisco de Gurruchaga, à Rosario (300 kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires).

Le pays suffoque. Et depuis des semaines. L'Argentine enregistre son été le plus chaud de l'histoire et enchaîne les épisodes de canicule, avec des températures ressenties dépassant à plusieurs reprises les 40 °C, notamment dans la capitale. Ces vagues de chaleur ont commencé tôt, à la fin du printemps, et se poursuivent sans répit, même au mois de mars, qui signe normalement l'arrivée de l'automne austral.

« Mars extrême », constate le service météorologique national, qui rapporte des records historiques. Dans le nord de la province de Buenos Aires, par exemple, les températures ont dépassé de 10 °C les normales de saison les dix premiers jours du mois. Pour la première fois, la ville de Buenos Aires a dépassé son record de journées sous des températures élevées (le seuil de 32,3 °C est retenu) : douze jours d'affilée, le 11 mars. Une situation liée au phénomène climatique naturel La Niña, mais aussi au dérèglement climatique.

Leur blouse blanche enfilée par-dessus de leurs vêtements (l'uniforme de l'école publique), les élèves retrouvent ainsi leurs salles de cours – entre fin février et début mars selon les régions – sonnés par la chaleur. « Certains d'entre eux faisaient des malaises », rapporte Mariana Sanchez, la directrice de l'école primaire Francisco de Gurruchaga, où les élèves ont rouvert leurs cahiers en maillot de bain. Les salles sont surchauffées. Pourtant, dans cette école, des équipements de climatisation existent, mais ils ne fonctionnent pas. « Il nous paraissait très important pour la continuité de l'apprentissage que les élèves viennent à l'école, malgré la chaleur. Nous avons donc proposé, et non imposé, l'usage du maillot de bain. On peut très bien continuer à apprendre en maillot, pas besoin d'être en uniforme », explique la directrice.

Tous les établissements scolaires ont été mis à l'épreuve de la chaleur extrême, révélant les difficultés d'apprentissage et d'enseignement lors d'une canicule prolongée, mais aussi les carences en matière d'infrastructure. Une problématique d'autant plus saillante que les épisodes climatiques extrêmes sont amenés à se répéter en raison du dérèglement climatique. (...). « Les écoles ne sont pas assez équipées ! Il y a peu de ventilateurs, beaucoup sont cassés. On a parfois trente à trente-cinq élèves par salle », dénonce Federico Puy, porte-parole du syndicat enseignant de Buenos Aires Ademys. L'organisation avait d'ailleurs appelé à une grève le 14 mars, afin de réclamer des équipements adéquats, comme des voiles d'ombrage pour les cours de récréation. « Mais cette situation, face à une chaleur extrême, est le reflet de ce qui se passe en hiver, avec le manque de radiateurs », souligne Federico Puy.

Certaines écoles ont décidé de supprimer les cours. D'autres n'ont maintenu que les horaires du matin. Ou ont autorisé les élèves à délaissier l'uniforme pour des vêtements plus légers. Dans certains établissements, les organisations lycéennes ont appelé à sécher les cours, estimant que les conditions d'apprentissage n'étaient pas garanties.

Des parents ont parfois envoyé leurs enfants à l'école avec leur propre ventilateur, rapporte la presse nationale. Encore faut-il qu'il puisse fonctionner. Car à cette chaleur extrême se sont

ajoutées des coupures d'électricité. Une difficulté classique des étés argentins, avec un système défaillant qui ploie sous la demande accrue. Des centaines de milliers de foyers ont été affectés, par intermittence, depuis le début de l'été, dans Buenos Aires et sa banlieue. Selon le syndicat Ademys, dans la capitale, 80 écoles se sont retrouvées sans courant. D'après un calcul effectué par l'ONG *Argentinos por la educacion*, un quart des lycées n'ont pas de ventilateurs dans leurs salles de classe, avec de grandes disparités selon les régions. Les lycées privés ont tendance à être davantage équipés en climatisation. Depuis 2006, une loi établit que le budget destiné à l'éducation ne peut être inférieur à 6 % du PIB, « une étape fondamentale (...) pour la construction d'une société plus juste », s'enorgueillit le site du gouvernement. Or, d'après un rapport d'*Argentinos por la educacion*, cette obligation n'a été respectée qu'en 2013 et 2015. Interrogé sur le nombre d'écoles ayant supprimé les cours ou sans électricité, mais aussi sur l'état de l'infrastructure et les solutions envisagées pour faire face à la chaleur, le ministère de l'éducation n'a pas donné suite aux sollicitations du Monde. (...)

Espagne : la droite emporte haut la main les municipales et régionales

Libération, 29 mai 2023

François Musseau

« C'est un honneur de pouvoir vous dire qu'après sept ans le parti populaire a gagné les élections ! ». Il était près d'une heure du matin lorsque, juché sur un podium près de la rue Genova de Madrid (le siège central du parti conservateur), le leader Alberto Núñez Feijóo a esquissé un saut victorieux. Avant d'ajouter : « Dès demain matin, il faudra aller travailler, mais ce sera le premier jour de la campagne des élections générales ». La droite espagnole se sent pousser des ailes : au terme d'un scrutin annoncé serré et confus, elle a emporté sans discussion ces élections locales renouvelant les 8087 municipalités et 12 des 17 parlements régionaux du pays. Ce qui la place en position favorable pour les législatives générales de décembre, échéance où elle pourrait fort bien surclasser les socialistes, au pouvoir depuis 2018.

Ce dimanche, les résultats de la droite ressemblent à un raz-de-marée. Elle a dépassé son rival socialiste de 800 000 suffrages, alors même que ce dernier l'avait emporté avec une avance de 1,5 million de voix lors du dernier scrutin local de 2019. Le parti populaire a non seulement consolidé son bastion madrilène – majorité absolue au parlement et dans la municipalité —, mais a aussi arraché des places fortes aux socialistes. La droite a ainsi récupéré la région valencienne et la ville de Valence, son fortin historique ; plus, elle a conquis des régions et des villes que la gauche considérait comme imprenables, comme l'Aragon, l'Estrémadure et les Baléares, d'un côté, et de l'autre Saragosse, Valladolid et Séville. Le chef du gouvernement Pedro Sánchez a reconnu sa défaite, qu'il a attribuée à l'effondrement de la formation à sa gauche, Unidas Podemos.

« On assiste à un clair changement de cycle. C'est peut-être le début de la fin des années Sanchez », a commenté le politologue Pablo Simon. Comme lui, la majorité des analystes voient dans ce scrutin un déclic dans l'opinion qui consacrerait une lassitude générale à l'égard de ce leader socialiste à qui tout réussissait depuis cinq ans. A la tête du premier gouvernement de coalition de la démocratie espagnole – une alliance avec la gauche radicale de Unidas Podemos — Pedro Sánchez a su gérer la pandémie, améliorer la situation économique (sans toutefois réussir à juguler une dette publique très lourde) et mis en place des réformes très marquées à gauche – euthanasie, hausse du salaire minimum, réforme du travail, plafonnement de la facture électrique, limitation de la hausse des loyers...

Pour autant, ces derniers mois, une série de mesures avec son allié Unidas Podemos avait provoqué la stupéfaction d'une bonne partie de l'opinion. Notamment l'approbation d'une loi sur le consentement sexuel mal ficelée dont l'effet paradoxal a été la sortie prématurée de prison ou des remises de peines pour des dizaines de délinquants sexuels. Pour ne rien arranger, au début de cette campagne, la droite a su exploiter la maladresse de Bildu, une formation séparatiste basque ayant appuyé le budget annuel de la gauche, et qui a inscrit sur ses listes 44 anciens membres de l'organisation terroriste ETA, dont sept ont commis des crimes de sang.

A gauche, le panorama est donc plutôt désolant ; les socialistes n'ont obtenu aucune victoire importante et n'ont même pas réussi à reconquérir Barcelone, emportée par le candidat indépendantiste Xavier Trias. Quant à leur allié Unidas Podemos, il s'effondre un peu partout. L'émiettement à gauche contraste avec le renforcement de la droite : la disparition des centristes de Ciudadanos favorise le Parti Populaire, qui va désormais gouverner une bonne partie du territoire espagnol.

Hormis à Madrid, qu'ils détiennent à la majorité absolue, les conservateurs vont toutefois devoir s'allier un peu partout avec l'encombrante extrême-droite de Vox. Celle-ci a déjà montré son pouvoir de nuisance en Castille-Leon, où elle a tenté d'imposer son agenda ultra-conservateur, notamment en tentant de dissuader les femmes d'avorter. « Que se passera-t-il désormais à Séville, à Valence ou Saragosse ?, s'est inquiété le commentateur politique Jesus Maraña. Le parti populaire risque fort d'être l'otage d'une extrême-droite xénophobe, qui veut revenir sur toutes les conquêtes sociales et nie l'existence d'un changement climatique ».

A l'image de cette campagne, dominée par de violentes accusations d'achats de suffrages dans plusieurs communes (notamment à Melilla), l'Espagne apparaît comme un pays davantage crispé et polarisé. La présidente de Madrid Isabel Díaz Ayuso, réélue à la majorité absolue, n'y a pas peu contribué en accusant Pedro Sánchez d'être l'«ami des terroristes», entre autres. Pour José Pablo Ferrandiz, de l'institut Ipsos, Ayuso et d'autres personnalités de droite recourent à « des méthodes trumpistes, où il s'agit d'instiller la méfiance à l'égard des institutions ». Une certitude : la course pour les législatives générales de décembre a commencé ; et au vu de ce scrutin présenté comme une sorte de premier tour, la droite part grande favorite.

Crime organisé au Mexique : pour quatre Américains, le «tourisme médical» tourne au bain de sang

Libération, 8 mars 2023

Julien Gester

C'est une brève vidéo, filmée en plein jour vendredi depuis la fenêtre d'un immeuble de Matamoros, dans le nord-est du Mexique, commentée en espagnol et en direct par deux voix d'hommes hors-champ qui bavardent d'un ton détaché. On y voit la circulation d'une rue paralysée par un pick-up blanc, à l'arrêt, et deux silhouettes inanimées, gisant au milieu de la chaussée. Les automobilistes klaxonnent, essayant de s'extraire lentement du bouchon occasionné, tandis que des hommes vêtus de gilets pare-balles traînent les corps jusqu'à l'arrière du véhicule et y font monter deux autres personnes, manifestement tenues captives. Selon les forces de l'ordre mexicaines, la scène, apparue sur les réseaux lundi, fait suite à une fusillade déclenchée contre le van de quatre Américains tout juste entrés dans le pays pour recevoir des soins en cette ville frontalière. Ces «touristes médicaux» auraient été presque aussitôt ciblés, puis enlevés par les membres d'une faction du cartel du Golfe, hégémonique dans la région. Touchée par une balle perdue, une passante mexicaine a également été tuée sur le moment. Mardi, après quatre jours de recherches et une prime de 50 000 dollars offerte à qui apporterait des renseignements permettant l'arrestation des ravisseurs, les victimes furent retrouvées dans un cabanon d'une bourgade avoisinante, deux d'entre elles mortes, et l'une grièvement blessée.

Alors que la communication officielle maintenait de nombreuses zones d'ombre quant aux circonstances exactes de cette altercation tragique et l'identité des victimes, par souci de préserver leurs familles, la Maison Blanche a aussitôt réagi pour adresser ses «condoléances» et annoncer que les autorités américaines travaillaient «étroitement avec le gouvernement mexicain pour s'assurer que justice soit faite» – un premier homme a été arrêté mardi. Les victimes du rapt avaient cependant déjà été identifiées par des proches, qui les avaient reconnues sur la vidéo diffusée en ligne comme une bande de copains originaires de Caroline du Sud.

Les quatre s'étaient rendus ensemble au Texas, puis avaient passé la frontière, afin que l'une d'entre eux subisse une abdominoplastie. La mère de l'une des amis qui l'accompagnaient a relaté depuis avoir reçu pour la dernière fois des nouvelles de sa fille vendredi, alors qu'ils se trouvaient sur le point d'arriver, «à quinze minutes du cabinet du chirurgien». Depuis, plus rien, «son téléphone était sur messagerie». L'enquête, conduite par la police mexicaine en association avec le FBI, suggère que ces quatre Afro-américains auraient été pris par erreur pour des trafiquants rivaux, originaires d'Haïti, avant que les assaillants ne réalisent leur bétise et ne les embarquent.

Logé contre le Rio Grande qui délimite la frontière, en vis-à-vis de la ville texane de Brownsville, Matamoros fait partie des destinations mexicaines prisées par de nombreux Américains pour s'approvisionner en médicaments, recevoir des soins, consulter un dentiste, ou réaliser des opérations de chirurgie plastique. L'offre en la matière aux Etats-Unis affiche en effet des coûts considérablement plus élevés et demeure inaccessible à des pans entiers de la population, faute de couverture santé universelle.

Avant même que l'IVG ne soit interdite dans de nombreux Etats du Sud, après le démantèlement l'an dernier de la jurisprudence Roe v. Wade par la Cour suprême, de nombreuses femmes s'y rendaient aussi pour y bénéficier d'un avortement, du fait des contraintes plus importantes entourant la procédure dans leur pays, ou de son prix – un afflux qui n'a fait que s'accroître depuis. Enfin, nombre d'habitants de Brownsville et ses environs

descendent tout simplement à Matamoros pour y faire leurs courses, ou profiter des restaurants.

Des milliers d'Américains et de Mexicains circulent ainsi chaque jour sans encombre de part et d'autre de ce pan de frontière, où les deux villes se prolongent l'une l'autre, et de nombreuses industries, notamment automobiles, ont installé leurs usines côté Mexique. Les enlèvements de gringos y sont rares : enclins à kidnapper ou assassiner des locaux et surtout des migrants de passage – souvent bloqués là en attendant le traitement de leur demande d'asile aux Etats-Unis –, les cartels s'efforcent en revanche d'éviter tout prétexte à confrontation avec les autorités américaines.

Mais, depuis Washington, le département d'Etat préconise fermement à ses ressortissants de ne surtout pas se rendre dans l'Etat de Tamaulipas, dont Matamoros est la deuxième plus importante agglomération, du fait du climat de violence qui y règne et de la prépondérance du crime organisé. Quant aux agences de santé américaines, leurs directives en ligne avertissent explicitement du risque élevé de complications sanitaires que présentent les soins reçus au-delà de la frontière.

Une récente enquête du Los Angeles Times révélait aussi qu'une proportion considérable de médicaments antidouleurs en vente dans des pharmacies mexicaines s'avérait contrefaite, coupée à des substances aussi dévastatrices que la méthamphétamine ou le fentanyl. Celles-là même qui, passées clandestinement du sud au nord du Rio Grande, alimentent une épidémie d'overdoses sans précédent aux Etats-Unis (plus de 100 000 morts par an), désormais plus meurtrière que les armes à feu et les accidents de la route réunis.

Plus de 90 nouveaux opposants déchus de leur nationalité au Nicaragua

Le Monde, 17 février 2023

Angeline Montoya

C'est un « saut dans le vide de la radicalisation autoritaire » de Daniel Ortega. Carlos Fernando Chamorro, directeur du média en ligne Confidencial, n'a plus de mots assez forts pour qualifier la dernière mesure du régime du président nicaraguayen. Le journaliste, qui se trouve en exil au Costa Rica depuis 2021, fait partie de 94 opposants qui viennent de se voir retirer leur nationalité, leurs droits civiques et leurs biens.

La mesure a été annoncée mercredi 15 février par le président de la cour d'appel de Managua, Ernesto Rodriguez Mejia. « Les accusés ont réalisé et continuent de perpétrer des actes criminels au détriment de la paix, de la souveraineté, de l'indépendance et de l'autodétermination du peuple nicaraguayen, en incitant à la déstabilisation du pays, en favorisant des blocus économiques, commerciaux et financiers, selon le magistrat. Pour ces raisons, ils ne peuvent être considérés comme des citoyens nicaraguayens. »

Traités de « malfaiteurs en fuite » et de « traîtres à la patrie », les « accusés », qui n'ont pourtant fait l'objet d'aucun procès et n'avaient pas été mis en examen avant cela, sont également « soumis à l'interdiction à perpétuité d'exercer des fonctions publiques » et des mandats électifs. Leurs biens ont été « confisqués en faveur de l'Etat nicaraguayen ».

La mesure a été décrétée six jours après la libération et l'expulsion vers Washington, le 10 février, de 222 prisonniers politiques, eux aussi déchus de leur nationalité et de leurs droits, et après la condamnation à vingt-six ans de prison de l'évêque Rolando Alvarez, le lendemain.

Parmi les personnes affectées par la mesure de ce mercredi, les écrivains Sergio Ramirez et Gioconda Belli, l'évêque Silvio Baez, la militante Vilma Nuñez, présidente du Centre nicaraguayen des droits humains (Cenidh), des personnalités politiques, des académiciens, d'ex-guérilleros sandinistes, des religieux, des journalistes, des intellectuels et d'anciens fonctionnaires. Quasi tous avaient déjà quitté le pays ces derniers mois.

« D'après notre évaluation, sur les 94, il n'y en a que deux ou trois qui sont encore au Nicaragua, précise au Monde Jimena Reyes, directrice pour les Amériques de la Fédération internationale des droits humains (FIDH). Cette résolution est un ovni juridique car c'est une condamnation sans procès. »

Mais le sort de Vilma Nuñez inquiète. Avocate, militante du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) en lutte contre la dictature de la famille Somoza – elle avait été arrêtée en 1979 et brutalement torturée –, puis devenue opposante au régime de Daniel Ortega, au pouvoir de 1979 à 1990 et de 2007 à aujourd'hui, elle est une des rares à n'avoir pas voulu partir du Nicaragua.

« Quand le gouvernement a dissous le Cenidh, on nous a recommandé de quitter le pays, mais j'ai décidé de rester », racontait-elle au Monde il y a seulement trois semaines, évoquant « un sentiment d'impuissance et de rage ». « Est-ce que j'ai peur ? Oui, j'ai peur, absolument, avait-elle reconnu. Mais il faut trouver la manière de lutter contre cette peur. Et je ne partirai pas. »

Mme Nuñez, première femme à occuper le poste de vice-présidente de la Cour suprême de justice après la victoire du sandinisme en 1979, avait rompu avec le mouvement dès la fin des années 1990, après que la fille adoptive de M. Ortega, Zoilamérica Narvaez, avait accusé celui-ci de viol alors qu'elle n'avait que 11 ans. Elle était alors devenue l'avocate de la jeune femme.

« La communauté internationale doit condamner la conduite arbitraire et absolutiste de l'Etat », estime Jimena Reyes, de la FIDH, organisme dont Vilma Nuñez a été vice-présidente pendant dix ans.

Daniel Ortega, 77 ans, et son épouse et vice-présidente, Rosario Murillo, 71 ans, ont été réélus en novembre 2021 pour un quatrième mandat consécutif après avoir arrêté ou contraint à l'exil tous leurs adversaires de poids. En avril 2018, la répression des manifestations pacifiques réclamant leur départ s'était soldée par la mort de 355 personnes, selon la Commission interaméricaine des droits humains, et le départ en exil d'au moins 100 000 Nicaraguayens, pour la plupart vers le Costa Rica voisin. Plus de 3 200 ONG ont depuis lors été dissoutes.

« Les dictateurs Ortega et Murillo imposent une loi de la jungle, constate amèrement Carlos Chamorro, fils de l'ex-présidente Violeta Barrios de Chamorro – qui avait vaincu Daniel Ortega dans les urnes en 1990 – et lui aussi en exil depuis juillet 2021. Mais ils ne pourront jamais nous dépouiller de notre nationalité par un acte de vengeance. » Le journaliste appelle les fonctionnaires en poste actuellement au Nicaragua à « commencer à faire partie d'une solution nationale » en « rompant le silence, dénonçant la corruption, et en n'obéissant pas aux ordres nés d'une dictature corrompue et immorale ».

Une campagne de la presse conservatrice cible le directeur du Musée Reina Sofia L'Humaité, 17 février 2023

Par un bombardement médiatique, les journaux traditionnalistes ont fabriqué une polémique factice à l'encontre de l'ancienne équipe dirigeante du Reina Sofia. Manuel Borja-Villel, en ligne de mire, ne dirige plus le Musée national Centre d'art Reina Sofia (MNCARS). Le désormais ancien directeur n'a pas souhaité proposer sa candidature pour un nouveau mandat à la tête de l'institution qui héberge le Guernica de Picasso. Depuis 2008, il a mené avec son équipe un renouveau muséographique qui a été attaqué les dernières semaines par la droite médiatique espagnole. Début janvier, à l'approche de la fin de son contrat et face à une éventuelle nouvelle postulation, le quotidien conservateur ABC l'a pris pour cible en publiant plusieurs articles. « Fraude à la loi » titre le journal qui tire une première cartouche sur le spécialiste d'art moderne et contemporain. Du point de vue juridique, c'est une balle perdue. ABC accuse Manuel Borja-Villel de ne pas respecter la loi 34/2011 régissant les statuts du Musée. En effet, la loi n'autorise que deux prolongations au maximum du contrat de l'ex-directeur. Toutefois, le directeur sortant aurait pu briguer un troisième mandat, mais uniquement en se présentant au concours organisé par le Ministère de la Culture. Le Ministère comme le musée ont démenti les accusations d'ABC.

La bataille médiatique s'est intensifiée sur le plan idéologique. L'éditorialiste Manuel Ruiz Zamora qualifie la politique culturelle de Manuel Borja-Villel de « sursum corda (élevons les cœurs, ndlr.) du progressisme le plus pieux ». Le directeur du magazine ABC cultural Jesús García Calero renchérit en jugeant la gestion du Reina Sofia « d'idéologie monolithique toujours au secours des plus radicaux militantismes de la gauche ibéro-américaine ». Le MNCARS est accusé d'être « post-moderne », de participer d'un « barbouillis idéologique » et « populiste ». L'Association de directrices et directeurs d'art contemporain appelle, dans un communiqué, à la « maturité démocratique » face à un climat de « violence médiatique ».

Lors de la crise économique, en 2014, Manuel Borja-Villel déclarait à propos du musée madrilène : « nous avons touché le fond, on n'est plus capable de faire davantage de coupures budgétaires ». Depuis, l'institution a doublé son nombre de visiteurs, atteignant les 4,4 millions d'entrées en 2019. La popularité croissante des expositions temporaires et permanentes proposées par le Reina Sofia s'explique, en partie, par la conception avant-gardiste et critique apportée par l'équipe en place. Le centre a introduit un tournant historiographique dans sa façon d'exposer les productions artistiques. « Un laboratoire originel et nécessaire », décrivait Bernard Blistène, ex-directeur du Centre Pompidou.

Par l'exposition d'intersubjectivités nord-africaines et latino-américaines, le panthéon ethnocentriste ibérique a été bousculé. À l'échelle locale, l'initiative « Musée situé » a permis l'établissement de nouvelles relations avec les habitants du quartier de Lavapiés, où se trouve le musée. Le collectif local de cette zone populaire de Madrid gentrifiée par le tourisme de masse, dont le musée est partiellement responsable, a longtemps ressenti que celui-ci lui « tournait le dos ». « Musée situé » est né en 2018 à la suite de la mort de Mama Mbaye, vendeur ambulant sans-papiers qui a souffert un arrêt cardiaque en fuyant la police municipale. À titre d'exemple, depuis les mobilisations du collectif, le Reina Sofia octroie une carte à des personnes sans-papiers pour l'accès à la bibliothèque du musée. Ce document peut avoir une utilité lors des contrôles policiers subis par les migrants. Par ailleurs, le réseau « conceptualismes du sud » a rédigé une tribune en soutien à l'ex-directeur, signée par plus de 2 000 artistes et représentants d'institutions culturelles internationales. Les reproches adressés par l'intelligentsia conservatrice espagnole contre Manuel Borja-Villel n'ont que peu

à voir avec le droit. Ce voile pseudo-juridique masque l'assaut contre les positions politiques de l'ancien directeur.

Une partie de la droite espagnole ne supporte pas de voir ses institutions nationales pénétrées par des propositions et des narrations artistiques venues des pays du Sud. A fortiori, lorsqu'elles sont portées par un langage progressiste. À l'échelle de Madrid, l'affaire Manuel Borja-Villel n'est qu'une des batailles médiatiques dans le décor de la prochaine guerre électorale du 28 mai à la capitale. Depuis 2019, Isabel Ayuso (Parti populaire) gouverne avec le soutien de l'extrême droite (Vox) dans l'hémicycle régional. José-Luis Martínez Almeida (Parti populaire) est à la tête de la mairie en coalition avec le parti libéral Ciudadanos. Les élections locales et régionales de Madrid sonnent tel un prélude aux élections générales à la fin de l'année. Manuel Borja-Villel, lui, a quitté son bureau sans dévoiler ses raisons. La nouvelle direction sera annoncée le prochain avril par le Ministère de la Culture.



CONCOURS 2023

ORAUX DE LANGUES - TEXTES

LANGUE VIVANTE B

ESPAGNOL

Journée prépas ESSEC 2023

Ayuntamientos del PP castigan la pobreza y limitan el uso del espacio público en sus ciudades

PUBLICO, 5 de febrero de 2023

Eduardo Bayona

"Si pensamos en las personas que tienen la necesidad de acudir a buscar en la basura, no podemos entender cómo el ayuntamiento piensa recaudar ese dinero, criminalizando la pobreza y pudiendo llevar, en ocasiones, a una familia de escasos recursos a una quiebra total para hacer frente a esta sanción", sostiene Elena Tomás, de ZeC (Zaragoza en Común), sobre la propuesta del equipo de gobierno PP-Cs de la capital aragonesa, que dirige Jorge Azcón, para imponer multas de 50 a 750 euros por "manipular, rebuscar o extraer residuos depositados en recipientes instalados en la vía pública", es decir, en los contenedores y papeleras.

Resulta "poco eficaz, roza el ridículo y alberga un claro componente de rechazo a las personas sin recursos", anota Bona sobre este contenido del proyecto de Ordenanza Técnica de Limpieza Viaria y Gestión de Residuos Domésticos que está tramitando el Ayuntamiento de Zaragoza.

Los artículos 11 y 83 de ese texto, en los que se regulan esas infracciones y sanciones rezuman un intenso olor a aporofobia, que es la "fobia a las personas pobres o desfavorecidas", ya que el equipo de gobierno municipal justifica la propuesta de castigar a quien rebusque en la basura "por su especial repercusión en el ornato e higiene de la ciudad".

De hecho, incluye la medida en los mismos artículos con los que pretende prohibir y sancionar acciones como escupir en la calle, tirar colillas en ella, arrojar desperdicios desde un coche o no recoger las heces de una mascota; es decir, mezclando el castigo al incivismo con la penalización de la pobreza, que suele ser, extravíos y traperías al margen, el motivo principal que lleva a las personas a rebuscar en la basura.

La iniciativa del equipo de gobierno de PP y Cs de Zaragoza no es, sin embargo, una medida aislada en esa frecuencia política, ya que otros consistorios en manos de coaliciones similares han impuesto a lo largo de esta legislatura otras medidas de marcados componentes aporofóbicos en algunas ciudades españolas.

Así, el Ayuntamiento de Murcia aprobó a finales de 2020, antes de la moción de censura con la que una coalición PSOE-Cs sustituyó a la anterior PP-Cs con la que comenzó la legislatura, una ordenanza de convivencia que sanciona como infracción grave la "limpieza de los parabrisas de los vehículos detenidos en los semáforos" y como leve la propuesta para hacerlo a "personas que se encuentren en el interior de vehículos privados o públicos".

Esa medida, mantenida por el actual equipo de gobierno, expone a quien sea declarado autor de la primera de esas acciones a multas de hasta 1.500 euros, el doble en caso de reincidir en un año, y de 750 para los de la segunda con la misma gradación en caso de reiteración.

Algo similar ocurría en Badajoz, donde desde finales de 2021 la ordenanza de Seguridad y Convivencia en el Espacio Público cataloga como mendicidad, y lo sanciona con multas de 30 a 750 euros, "el ofrecimiento o prestación de servicios en

la vía pública no requeridos a cambio de un donativo o precio, tales como la limpieza de parabrisas de vehículos, aparcamiento y vigilancia de coches en la vía pública", y también "la venta de objetos no comercializados de forma legal o aquellos que deben ser expendidos en establecimientos con autorización para su venta".

Esa normativa, que excluye de la catalogación como mendicidad "las actividades musicales, artísticas y de animación de calle ejercidas en la vía pública de forma puntual y no periódica, siempre que se solicite la dádiva de forma no coactiva y como contraprestación a la actuación realizada", castiga con la misma dureza "dormir de día o de noche" tanto en automóviles como en espacios públicos y "utilizar los bancos y los asientos públicos para usos distintos a los que están destinados".

La prohibición de actividades callejeras incluye en Málaga actividades como "tarot, videncia, masajes o tatuajes, aparcamiento, ordenación y vigilancia de vehículos, u otros análogos".

(...)

"Es la militarización de México": por qué causa polémica que la Guardia Nacional pase a depender de la Secretaría de Defensa

BBC Mundo, 9 de septiembre de 2022

Marcos González Díaz

Andrés Manuel López Obrador justificó así esta semana por qué no obligará a que los militares regresen a los cuarteles y abandonen las tareas de seguridad pública en México, tal y como propuso en repetidas ocasiones antes de convertirse en presidente del país.

Su firme apuesta por el ejército, a quien ha confiado incluso la construcción de proyectos de infraestructura emblemáticos de su mandato, dio de hecho un paso más en la madrugada de este viernes cuando quedó aprobada en el Senado una reforma legislativa impulsada por el gobierno para transferir la Guardia Nacional -una fuerza creada bajo mando civil- a la Secretaría de la Defensa Nacional (Sedena).

La decisión de apartar este cuerpo de la Secretaría de Seguridad y Protección Ciudadana para que forme parte de la dependencia que aglutina al ejército y la Fuerza Aérea causó una gran polémica, entre críticas por lo que muchos organismos interpretan como una clara y progresiva militarización del país.

Entre los señalamientos más frecuentes, está el hecho de que los militares no están formados con un enfoque de seguridad ciudadana adecuado para tratar con civiles, sin olvidar los numerosos casos de torturas o desapariciones forzadas que han salpicado históricamente al ejército mexicano. "Militarizar la seguridad pública generará más violaciones de derechos humanos", dijo Amnistía Internacional este viernes.

López Obrador, sin embargo, defiende que este movimiento es crucial para continuar luchando contra la violencia que sigue imperando en el país y este viernes agradeció a los senadores la aprobación de la reforma "para que la Guardia Nacional esté operada, tenga la tutela, la guía, el ejemplo de la Sedena", dijo.

"Nos vemos en la Corte", se leía en una pancarta de la oposición en el Senado durante la votación, dado que la Constitución mexicana contempla que las instituciones de seguridad pública deben ser de carácter civil y que abre la puerta a una previsible fase de recursos judiciales contra esta reforma.

El Senado mexicano discutió la reforma sobre la Guardia Nacional durante casi 14 horas hasta la madrugada del viernes.

La Guardia Nacional fue creada en mayo de 2019 por iniciativa de López Obrador como una institución de carácter civil y encargada de realizar tareas de seguridad pública para reemplazar a la ya desaparecida Policía Federal, sobre la que pesaban numerosas denuncias por corrupción.

Aunque la reforma constitucional que dio lugar a su creación también establecía entonces que los militares se retirarían de las calles en 2024, el presidente es partidario de ampliar este plazo y apoyar una propuesta en la Cámara del opositor PRI que apuesta por extenderlo hasta 2028.

Si bien en la práctica la Guardia Nacional actuaba como un cuerpo bajo control militar -el 80% de sus 110.000 efectivos en 242 cuarteles provienen del ejército y la Marina-, esta reforma legal reafirma oficialmente su espíritu castrense.

"Es una clara militarización de México. Y no es solo entregar la seguridad pública al ejército: es también aumentar el poder que ya tiene, lo que es peligroso y preocupante", dice Cristina Reyes, directora de Litigio Estratégico de la asociación civil México Unido Contra la Delincuencia (MUCD).

"La profundización de la militarización en la administración pública va a ser muy difícil de revertir en los próximos años", alerta en entrevista con BBC Mundo

López Obrador, sin embargo, negó tales acusaciones. "El propósito no es militarizar o ir al autoritarismo, sino cuidar con la vigilancia de la Secretaría de la Defensa el crecimiento sano de la que debe ser la principal institución de seguridad pública del país", dijo esta semana.

El mandatario justificó su cambio de estrategia respecto a la retirada de las Fuerzas Armadas de las calles debido, dijo, a que resultaron la mejor opción de enfrentar los niveles de violencia que existían cuando inició su mandato y a que considera que otorgarle un carácter militar ayudará a su buen funcionamiento.

"Sí, sí cambié de opinión ya viendo el problema que me heredaron. ¿Cómo enfrentar el problema de la inseguridad?", reconoció.

"Nosotros no queremos un Estado autoritario, hemos luchado siempre en contra de eso, con el único afán de que (la Guardia Nacional) se consolide, que mantenga su disciplina y profesionalismo y, sobre todo, que no se corrompa como sucedió con la antigua Policía Federal".

Los datos, sin embargo, no muestran una gran mejoría en la seguridad nacional. Según MUCD, cuando en 2007 se autorizó el despliegue masivo de militares en las calles en plena "guerra contra las drogas", los homicidios se triplicaron. Y desde que la Guardia Nacional nació en 2019, lo cierto es que la cifra de homicidios anuales se ha mantenido estable entre 36.600 y 35.600.

(...)

¿China avanzando en América Latina?

El Economista, 17 de julio de 2022

Ana Palacio

¿Occidente está perdiendo América Latina? Durante la Guerra Fría, esta cuestión se discutió febrilmente en Washington, DC y más allá. Ahora, el regreso de la competencia entre las grandes potencias y la posible reactivación de las esferas de influencia, junto con la reciente ola de victorias electorales de la izquierda en la región le dan una renovada prominencia.

Para Occidente, el espectro inminente de un conflicto candente con regímenes autoritarios, desde Rusia hasta China, ha resaltado nuevamente la importancia de América Latina como socio. (...)

La agitación política en América Latina hará que el compromiso efectivo sea aún más difícil. Aunque la región ha estado plagada durante mucho tiempo de corrupción, desigualdad y crisis de confianza, logró un progreso significativo en los últimos años, con la reducción de la pobreza, a menudo lograda a través de experimentos de política social financiados por la exportación de productos básicos, que apuntala la estabilidad política.

Pero la pandemia interrumpió este proceso y dio paso a un período de malestar económico e inestabilidad política. (...)

Cinco de los seis países sudamericanos más poblados ahora están dirigidos por gobiernos de izquierda, aunque cortados de una tela muy diferente a los regímenes cubano o venezolano. El líder de Perú, Pedro Castillo, es un marxista autoproclamado. En Chile, que alguna vez fue el bastión de las políticas de libre mercado en la región, está a cargo el activista de izquierda Gabriel Boric. Colombia, considerada durante mucho tiempo un referente de la política latinoamericana, eligió recientemente al exguerrillero Gustavo Petro como su presidente. Y Brasil, el país más poblado de la región y su economía más grande, bien podría unirse a sus filas cuando celebre sus próximas elecciones presidenciales en octubre.

Mientras tanto, sigue aumentando la evidencia de la disminución de la influencia de Occidente en América Latina. En la Asamblea General de las Naciones Unidas en febrero pasado, cinco países latinoamericanos se negaron a condenar la invasión rusa de Ucrania. (...)

Además, varios líderes latinoamericanos, incluidos el presidente mexicano Andrés Manuel López Obrador y el presidente boliviano Luis Arce, prometieron boicotear la Cumbre de las Américas del mes pasado si se excluía a sus homólogos cubano, venezolano y nicaragüense.

(...)

Esto refleja tanto los fracasos occidentales como los desarrollos políticos latinoamericanos. Aunque Biden no ha mantenido la hostilidad hacia América Latina de su predecesor, Donald Trump, su administración no ha logrado implementar una política efectiva de compromiso regional. (...)

Europa no lo ha hecho mejor. Desde que acordó “en principio” un acuerdo de libre comercio con los países del Mercosur, un acuerdo que aún no se ha ratificado, el enfoque de la Unión Europea hacia América Latina ha sido mediocre. No logró una diplomacia pandémica efectiva, y ahora su atención está consumida por la guerra en Ucrania, incluidos los imperativos de reforzar su seguridad y desconectarse de la energía rusa.

Mientras tanto, China continúa expandiendo su presencia en América Latina. De 2002 a 2021, el comercio total de China con la región se disparó, de 18,000 millones de

dólares a casi 449,000 millones de dólares. A este ritmo, superará los 700,000 millones de dólares para el 2035. Estas ganancias han sido impulsadas en parte por los acuerdos de libre comercio con Chile, Costa Rica y Perú.

China también está trabajando para llegar a un acuerdo con Ecuador y ha involucrado a 21 países latinoamericanos en su iniciativa La Nueva ruta de la Seda.

Beijing ha logrado este éxito al ofrecer todas las ventajas del comercio y la inversión, sin ninguna de las condiciones. Como lo expresó un comentarista, Estados Unidos tiene un enfoque al estilo del Vaticano para América Latina, con muchas reglas y condiciones establecidas por adelantado, mientras que China ofrece la fácil bienvenida de los misioneros mormones. Esto no quiere decir que China no haga demandas, pero éstas no llegan hasta más tarde, a menudo en forma de cláusulas ocultas. Para cuando salen a la luz, China tiene un punto de apoyo sólido en la región, que incluye una presencia militar creciente.

(...)

Petro acusó al ELN de sabotear el diálogo de paz por el secuestro de un sargento

PAGINA 12, 21 de febrero de 2023

El presidente de Colombia, Gustavo Petro, acusó al Ejército de Liberación Nacional (ELN) de "sabotear" las conversaciones de paz en curso con su gobierno, luego de que la guerrilla secuestrara a un sargento del Ejército. El ELN informó el domingo que tiene en su poder al sargento Libey Danilo Bravo, a quien capturó la semana pasada en el departamento de Arauca, en el este de Colombia, lo que suscitó la reacción del presidente. El ELN es el único grupo armado con el que pudo sentarse a dialogar el gobierno hasta el momento y el secuestro del militar se produce en medio de la negociación de un cese el fuego bilateral.

"Condeno el secuestro del sargento Libey Danilo Bravo del Ejército Nacional. Estos son hechos que sabotean cualquier posibilidad de paz", expresó Gustavo Petro. "Estos hechos de violencia contra la fuerza pública y los que día a día padecen las comunidades no pueden tener cabida en nuestra sociedad", remarcó el mandatario colombiano en su cuenta de Twitter.

El Ejército colombiano confirmó el secuestro, que tuvo lugar el pasado 14 de febrero en Arauquita en horas de la tarde por hombres armados que interceptaron al sargento en el casco urbano "obligándolo a subirse a una camioneta con rumbo desconocido". "Este repudiable hecho es una violación a los derechos humanos e infracción a las disposiciones del Derecho Internacional Humanitario, así como un delito catalogado como crimen de lesa humanidad", alertó el Ejército en un comunicado. La institución castrense responsabilizó "por la seguridad e integridad física" del sargento, al Frente de Guerra Oriental del ELN, a quien atribuyó el secuestro.

Por su parte los rebeldes aseguraron en otro comunicado que el suboficial fue "detenido" el 14 de febrero, un día después de que delegados del gobierno y la guerrilla se sentaran en México para iniciar el segundo ciclo de diálogos tras un primer encuentro en Caracas. "Está recibiendo el trato que corresponde dentro del marco de los derechos humanos y de acuerdo la realidad de la guerra que actualmente se vive en Arauca", zona fronteriza con Venezuela y bastión histórico de la insurgencia, agregó el ELN, la última guerrilla reconocida del país.

En línea con esta noticia que empaña el "acuerdo de paz" propuesto por Petro, este lunes un juez colombiano mandó a la cárcel a un policía retirado que identificaba para la guerrilla del ELN, víctimas de secuestro extorsivo. El policía en retiro Abelardo Romero Hernández, según la investigación de la Fiscalía, contactó en 2015 a "un finquero en Copacabana, departamento de Antioquia porque le ofrecería "un bien para arrendar un fin de semana" y así, lo hizo salir a la puerta de su residencia. "En ese momento, portando el uniforme oficial, presuntamente, le mostró una orden de captura falsa y se lo llevó en un auto en contra de su voluntad para entregárselo a Édgar Humberto Restrepo Benjumea, alias 'Mono Clinton', integrante del Estado Mayor y coordinador del Frente de Guerra Urbano Nacional del ELN", agregó la Fiscalía en un comunicado.

(...)

Por este caso, la Fiscalía imputó a Romero Hernández el delito de secuestro extorsivo agravado, cargo que el policía retirado no aceptó. "Por este tipo de retenciones ilícitas del ELN, ocurridas en Antioquia y Bogotá con la posible complicidad de la fuerza pública, alias 'Mono Clinton' fue condenado recientemente a 40 años de prisión", precisó la Fiscalía.

El coordinador del Frente de Guerra Urbano Nacional del ELN fue detenido en 2019 en Medellín y, además de los secuestros, es acusado de un atentado contra una comisaría de Barranquilla que dejó seis uniformados muertos y 40 heridos el 27 de enero de 2018. Mono Clinton es cercano a Eliécer Erlington Chamorro, alias "Antonio García", uno de los miembros del Comando Central, máxima instancia de mando de esa guerrilla.

(...)

Chile rechaza rotundamente la nueva Constitución

EL PAIS, 5 de septiembre de 2022

Federico Rivas Molino Rocío Montes

Chile le ha dicho que no a la nueva Constitución. La derrota en el plebiscito del domingo se ha producido por un margen abrumador: casi el 62% para el “rechazo” (61,9%, con el 99,9% escrutado) contra el 38,1% del “apruebo”. Las previsiones más pesimistas no anticipaban semejante caída. El resultado supone un golpe muy duro para el Gobierno de Gabriel Boric, que lo había apostado todo a un triunfo del sí. En la misma noche de la consulta, en un mensaje leído desde La Moneda, el presidente anunció la convocatoria para este lunes de las máximas autoridades del Parlamento “para avanzar lo más rápido posible un nuevo proceso constituyente”. Anunció también “prontos ajustes” en los equipos de Gobierno, “para enfrentar este nuevo período con renovados bríos”.

El triunfo del rechazo ha sido apabullante. Venció con comodidad en todas las regiones del país, incluso en la capital, con el 55% de los votos en un bastión que fue clave en la victoria de Gabriel Boric en la segunda vuelta de noviembre pasado. Con 7,8 millones de votos, fue la opción electoral más votada en la historia de Chile, un récord matizado por el debut del voto obligatorio y la inscripción automática. El 85% de los electores chilenos salieron el domingo de sus casas para votar.

Inicia ahora una nueva etapa, con un Ejecutivo obligado a mantener vivo el proceso constituyente pero muy debilitado para imponer sus ideas y hasta la hoja de ruta. La derecha y buena parte de la centroizquierda política han convencido a la sociedad de que la propuesta emanada de una convención constituyente dominada por la izquierda pergeñó “un mal texto”. El presidente asumió enseguida la derrota y prometió “construir en conjunto con el Congreso y la sociedad civil un nuevo itinerario constituyente”. “Recojo este mensaje y lo hago propio, hay que escuchar la voz del pueblo”, dijo.

Esa misma voz le exige una renovación de Gabinete, necesaria para oxigenar una gestión que con menos de seis meses en La Moneda ha sufrido un varapalo de grandes dimensiones. Boric prometió “nuevos bríos”, lo que supone la salida de ministros de su máxima confianza, pero muy desgastados. Muy presumiblemente cambiará a dos de sus compañeros de ruta y parte de la nueva generación de izquierda que instaló en su primer anillo de poder: Izkia Siches, la primera mujer que llegó a Interior, y Giorgio Jackson, su ministro de la Secretaría General de la Presidencia, que lleva las relaciones con el Congreso.

La nueva Constitución fue la salida institucional que la clase política ofreció a Chile para encauzar el malestar tras las revueltas populares de 2019. Solo tres años después, la gente ha dicho que no es suficiente. El ambiente de agitación que siguió al estallido dio al nuevo texto un perfil de cambios profundos, con acento en la paridad de género, la ecología y el reconocimiento de los pueblos indígenas. La estrella se apagó poco a poco a medida que la convención perdía la confianza de los chilenos y crecía el temor de aquellos que veían amenazado su statu quo. Pero ha sobrevivido

al proceso la convicción de que la actual Constitución, redactada entre cuatro paredes durante la dictadura de Augusto Pinochet, debe ser enterrada.

Los sectores moderados de la derecha y de la izquierda, triunfantes en el plebiscito, deberán respetar ahora la decisión ciudadana del plebiscito de octubre de 2020, cuando un 78% de la gente estuvo por cambiar la Constitución actual. Pero pondrán sus condiciones. La dimensión del rechazo le da cartas para imponer sus ideas. Podrán cuestionar los puntos más conflictivos del texto rechazado, como la declaración de Chile como un Estado plurinacional o el fin del Senado. No tendrán mucho tiempo. Las demandas que impulsaron el proceso constituyente como salida a la crisis siguen allí, y con ello la amenaza de nuevas revueltas.

(...)

El momento constitucional de Chile no ha terminado

THE NEW YORK TIMES, 11 de septiembre de 2022

Cristian Farias

El electorado chileno batió todos los récords de participación cuando votó por el exlíder estudiantil Gabriel Boric como presidente (...) en diciembre. Y el domingo 4 de septiembre, solo 6 meses después de su llegada a la presidencia, volvieron a romper un récord al rechazar rotundamente un proyecto defendido por Boric(...)

De los 13 millones de chilenos que acudieron a las urnas el 4 de septiembre, el decisivo 61,9 por ciento (...) dijo “rechazo” a esta propuesta de carta magna, que, entre otras muchas cláusulas con visión de futuro, habría consagrado más derechos que nunca, exigido la paridad en las instituciones de gobierno, priorizado el medioambiente y declarado Chile como Estado plurinacional de modo que el autogobierno de los indígenas conviviera con el gobierno nacional. Aunque el abrumador rechazo fue una sorpresa para muchos, la explicación más sencilla y certera de ese resultado es que el rechazo era la opción más segura en unos tiempos en los que los chilenos no se sienten seguros.

La sensación de inseguridad y precariedad, que lleva décadas hirviendo a fuego lento, fue lo que en un principio llevó a los chilenos a reclamar una nueva Constitución. Sin embargo, la pandemia de covid, el estancamiento económico, el incesante aumento de la violencia, el crimen organizado y la llegada de inmigrantes de países de la región generaron aún más incertidumbre en los comienzos del proceso constitucional.

Con este ambiente de inestabilidad, es comprensible que un transformador cambio constitucional pasara a un segundo plano. La Constitución de 1980, (...) que fue enmendada numerosas veces, pero nunca sustituida después de que los votantes pusieran fin a su régimen, sentó las bases para convertir el país en una democracia políticamente estable y favorable al mercado que permitió a muchos chilenos salir de la pobreza y ascender a la clase media: una especie de faro para el resto de América Latina. Pero esa movilidad ascendente resultó ser precaria, y la Constitución, que privatizó muchos servicios públicos, impulsó a las clases gobernantes y empresariales, mientras que los trabajadores luchaban por subsistir.

Esa dinámica explotó en 2019, cuando un ligero aumento de los precios del transporte provocó un malestar social y unos levantamientos masivos insólitos en el país desde su vuelta a la democracia. Con un pueblo y unas instituciones públicas al borde del colapso, los líderes políticos firmaron un pacto para poner en marcha el proceso de redacción de una nueva Constitución, que para muchos era la única forma de brindarles a los chilenos una seguridad tangible y duradera, y no solo económica.

En 2020, casi el 80 por ciento de los votantes respondió a ese pacto votando a favor de reescribir la carta magna del país, y también decidieron que el proceso lo lideraran chilenos de distintos entornos. Parecía que la seguridad iba ya de camino.

Sin embargo, desde el primer día, la Convención Constitucional de Chile estuvo envuelta en la polémica (...) y episodios que desconcertaron a los chilenos, y que distrajeron su atención del importante trabajo que los constituyentes estaban realizando. Tenían el mandato de redactar una constitución que uniera a los chilenos;

en cambio, cuando se empezaron a conocer los detalles de la propuesta, con 170 páginas y 388 artículos, la polarización y el escepticismo de los chilenos no fue sino en aumento. Incitados por constituyentes y analistas políticos de derecha, algunos chilenos no indígenas empezaron a creer que tendrían menos privilegios que los indígenas, y muchos habitantes temían que su situación empeorara con la amplia reinención de la sociedad chilena que proyectaba la convención.

Boric no pudo vendar las heridas que la convención se había infligido a sí misma. Y sus ambiciosos proyectos políticos, con la aprobación de una nueva Constitución como piedra angular, perdieron filo al poco de tiempo de su mandato debido a la inexperiencia política de su gabinete, el deterioro de la economía y que su gobierno no mediara —y menos aún contuviera— el conflicto territorial que enfrenta desde hace tiempo a Chile y las organizaciones mapuches rebeldes.

(...)

Choque de poderes en Argentina: el Gobierno de Alberto Fernández no acatará un fallo de la Corte Suprema

El País, 23 de diciembre de 2022

Federico Rivas Molina

El Gobierno de Alberto Fernández, aupado por 14 de los 23 gobernadores del país, anunció el jueves que no acatará un fallo de la Corte Suprema que ordena elevar del 2,32% al 2,95% la porción de fondos federales que recibe la ciudad de Buenos Aires, bastión de la oposición política. (...)

La crisis institucional que atraviesa Argentina es el final de un largo camino. El Gobierno argentino es el principal recaudador de impuestos nacionales. Parte de esos fondos, los llamados coparticipables, se reparten en las provincias según una tabla de porcentajes establecida por ley. En 2016, el presidente Mauricio Macri aumentó por decreto las partidas que recibía la ciudad de Buenos Aires del 1,40% del total al 3,75%, una valiosa ayuda para Horacio Rodríguez Larreta, su delfín político y sucesor al frente de la alcaldía porteña.

La capital argentina, el distrito más rico del país, fue el trampolín desde el cual Macri saltó a la política nacional, un bastión donde el peronismo hace agua desde 1995, cuando la elección del alcalde dejó de ser una prerrogativa del presidente y pasó a ser por voto popular. En 2019, el peronismo recuperó la Casa Rosada y la capital continuó en manos de la oposición. Fernández heredó el statu quo de un distrito que de la noche a la mañana había visto duplicados sus ingresos. En septiembre 2020, una huelga policial puso contra las cuerdas al peronismo en la provincia de Buenos Aires. Para financiar una subida de salarios, Fernández miró hacia la capital: redujo desde el 3,75% al 2,32% del total la masa de impuestos destinada a ese distrito tan incómodo. La oposición llevó el caso a la Corte Suprema, que ahora ha ordenado al Poder Ejecutivo que entregue a la ciudad el 2,95% coparticipable.

Fernández se vio en medio de múltiples presiones. Reunido en la Casa Rosada con 14 gobernadores, ninguno opositor, escuchó pedidos de juicio políticos contra los cuatro integrantes de la Corte Suprema y hasta llamados al desacato. Primó finalmente la idea del desacato. En un comunicado, El Poder Ejecutivo denunció que el fallo de los supremos era “inédito, incongruente y de imposible cumplimiento”. Supondría, argumentó el Gobierno, entregar a la capital 180.000 millones de pesos (unos 1.000 millones de dólares al tipo de cambio oficial) que no están contemplados en el presupuesto aprobado por el Congreso para 2023. (...)

El mar de fondo de esta guerra entre poderes del Estado es la disputa que la vicepresidenta, Cristina Fernández de Kirchner, mantiene con la Justicia desde que fue condenada a seis años de prisión por corrupción. (...). El fallo a favor de la ciudad de Buenos Aires sería un paso más en esa batalla por sacarla del medio y facilitar la vuelta al poder de la oposición macrista. Rodríguez Larreta es uno de los principales precandidatos a la presidencia del macrismo. El presidente, Alberto Fernández, lo dijo claramente el jueves por la noche, en un canal de televisión afín al Gobierno. “No sé si el objetivo de la Corte es financiarle la campaña a Larreta, pero lo va a lograr”, dijo,

y se preguntó de dónde salía el porcentaje de coparticipación que habían establecido los jueces. (...)

La decisión del Ejecutivo inicia una crisis que no estaba en el radar de los más pesimistas. En Argentina no hay Tribunal Constitucional y ese trabajo recae en la Corte Suprema, cuyos fallos son inapelables, les guste o no a los afectados. Así funciona el sistema republicano que rige desde 1852, cuando se aprobó la primera Constitución argentina. El presidente se expone a una denuncia penal por desacato, pero también a un juicio político. Si se lanzó a la piscina fue por el apoyo del peronismo (...). El kirchnerismo, en tanto, juega una nueva batalla contra la Corte, su mayor enemigo político. ¿Cómo terminará la historia? Espera a los argentinos un verano especialmente caliente.

La ley de igualdad fuerza a Vox a elegir una senadora en lugar del jefe de campaña de Olona

El Confidencial, 26 de julio de 2022

Carlos Rocha

Vox tendrá que proponer a una mujer como senadora a propuesta del Parlamento andaluz en lugar de a un hombre, como había previsto. La ley de igualdad, que la formación de Santiago Abascal apuesta por derogar, provoca este cambio de última hora, ya que PP y PSOE han elegido a seis hombres y a dos mujeres en su cupo. El resultado es que Jacobo González-Robatto, que ahora es el portavoz de Vox en la Cámara Alta y fue jefe de campaña de Macarena Olona en la campaña del 19-J Vox elige el último al ser la tercera fuerza, por lo que las propuestas de PP y PSOE tienen prevalencia sobre la suya. "Al final, los que defienden la ley de igualdad ponen más hombres", apunta, con sorna, una fuente de Vox para explicar el cambio de última hora. Ya les ocurrió en la Mesa del Parlamento, cuando propusieron a Mercedes Rodríguez Tamayo después de que el PP optara por tres hombres y una mujer, y el PSOE optara por un hombre y una mujer.

María José Rodríguez de Millán, hasta ahora asesora del partido en la comunidad, será la senadora propuesta por Vox para su elección en el pleno que se celebrará este miércoles. El cambio dejará fuera a González-Robatto, que comenzó la pasada legislatura con un papel protagonista en el Parlamento andaluz, pero se trasladó al Senado para ser portavoz del partido allí. En las elecciones del pasado 19 de junio, dirigió la campaña de la ahora portavoz de Vox en el Parlamento, que anunció la designación de Robatto en un vídeo lanzado en redes sociales. Resulta paradójico que Vox tenga que cambiar su propuesta en aplicación de una ley que sugieren derogar a nivel nacional. Se trata de una de las normas "ideológicas" que en Vox quieren eliminar. Ocurre lo mismo con las leyes de derechos LGTBI, de violencia de género o de memoria histórica. En Andalucía, Vox llegó a un acuerdo con el PP para cambiar la ley de memoria por una de concordia, pero los populares frenaron su aprobación porque el texto no tenía más consenso que el que se aprobó con el apoyo de PSOE, IU y Podemos y la abstención de PP y Cs.

Este cambio de Vox coincide con una polémica en la formación del nuevo Gobierno de Juanma Moreno, que ha tenido que modificar el nombre de la consejería con las competencias de igualdad para evitarse mayores dolores de cabeza. El departamento que dirige Loles López se llamó inicialmente de Integración Social, Juventud, Familias e Igualdad de Oportunidades, pero a última hora del lunes su denominación había cambiado.

El propio Moreno explicó en la rueda de prensa en la que anunció el Gobierno que la denominación de "igualdad de oportunidades" iba desde la igualdad salarial a la violencia de género. Pero las críticas arreciaron a lo largo de la tarde, entre acusaciones de ocultar o restar importancia a las políticas de igualdad en el nuevo Ejecutivo. La decisión, que se había debatido en el entorno del presidente, acabó por dejar sin apellidos a esa igualdad para evitar la polémica. Y, de hecho, López subió

varios puestos en el orden de prelación del nuevo Gabinete. Pasó de estar la última, en el puesto decimotercero, al décimo.(...)

Asesinatos neoliberales S.A.

Ctxt.es, 20 de julio de 2022

Dice Fernando Valladares, investigador del CSIC, que estamos viviendo el verano más fresco de los que vamos a tener por delante.

Más de 500 personas muertas hasta el momento. Más de 30 incendios. Es el rápido balance de la segunda ola de calor en España este verano. Debajo de los números se encuentran personas, pueblos, paisajes, cultivos, bosques y fuentes de agua. Vida abrasada que desaparece.

Es el cambio climático, provocado por un metabolismo económico que ha quemado en unos 150 años el petróleo que la biosfera tardó 300 millones de años en crear. Un modelo económico adicto al crecimiento del dinero y ciego a los efectos colaterales que ha desencadenado.

Un caos climático que no puede separarse del otro problema urgente que acucia: el declive de la energía fósil, y de los minerales con los que se pretende generar otros suministros energéticos alternativos. El binomio energía/clima lo determina hoy todo. Después de más de medio siglo de negacionismo, la crisis ecológica aparece como un agente político que condiciona las posibilidades presentes y futuras, y con el que no se puede negociar.

El impacto es brutal y recae sobre las personas de forma desigual. Hay gente que estos días no está pasando calor. De las casas refrigeradas, en coche con aire acondicionado, a las oficinas o restaurantes donde incluso te tienes que poner una chaqueta. En el otro lado se encuentran el barrendero, contratado durante un mes, que trabajaba a más de 40º en las calles de Madrid. O el obrero confinado en un taller a 42º. O las personas mayores, golpeadas por todas las secuelas –pandemias o calor– de esta forma suicida de entender el progreso. Los bomberos y las personas precarias de las brigadas antiincendios, un pastor abrasado. Vidas humanas y no humanas sacrificadas por un capitalismo (...) que no produce para satisfacer las necesidades de todas y todos, sino para acumular. Da igual lo que se lleve por delante.

Las sociedades quedan abandonadas a su suerte y la desresponsabilización es dramática. La misma Unión Europea que habla de Green New Deal, descarbonización y producción limpia, meses después pinta de verde la energía nuclear y el gas –fósil– natural y se plantea reabrir centrales de carbón.

(...)

En Madrid, el alcalde Almeida, persona de minúscula talla política, increpado ante la muerte del barrendero que trabajaba a las cinco de la tarde a más de 40ºC, se escaqueaba diciendo que no era trabajador del Ayuntamiento. No se sentía responsable. Almeida considera que si una institución pública subcontrata un servicio se puede desentender de quienes trabajan en él, incluso del propio servicio que se presta. Esa es la esencia de la privatización y la explotación. De un modelo asesino. Desde hace años, en Madrid hay cierta movilización ciudadana que demanda la gestión directa de servicios esenciales como la limpieza.

Los bomberos que están en primera línea de fuego dicen que la novedad de estos incendios es que no se apagan con agua. Se apagan cuando ya no hay nada que quemar. Como el capitalismo y sus artífices que, en ausencia de ciudadanía organizada y activa, solo frenan cuando ya no hay nada que explotar, quemar o matar.

(...)

Urge que las instituciones públicas se hagan responsables del momento que vivimos. Que se abra un gran debate en el que se comparta con la ciudadanía lo que estamos viviendo y lo que va a venir. Que se exija una rendición pública de cuentas sobre las

consecuencias de la inacción. Hay posibilidad política y económica para acometer los cambios que necesitamos y los gobiernos a todas las escalas están obligados a dejarse la piel en intentar conseguirlo. Abrir debates y nombrar con claridad los problemas es condición necesaria. De no hacerlo, serán otros quienes los nombren.

El Gobierno ofreció a Sergio Ramírez y a Gioconda Belli otorgarles la ciudadanía argentina después de que Daniel Ortega les quitara la nicaragüense

LA NACION, 21 de febrero de 2023

Esta mañana, desde el gobierno argentino confirmaron que están dispuestos a otorgarles la ciudadanía argentina a los escritores Sergio Ramírez y Gioconda Belli, a quienes el régimen nicaragüense de Daniel Ortega les retiró la nacionalidad y los acusó del delito de “traición a la patria”. Tanto el canciller Santiago Cafiero como la portavoz Gabriela Cerruti enfatizaron que la misma acción tomarían con cualquiera de las otras 92 personas que están en esa situación, siempre que soliciten realizar este trámite.

El anuncio oficial llega luego de que 500 personalidades de la cultura, algunas de nacionalidad argentina, expresaran en una solicitada su “preocupación” por las acciones del gobierno de Nicaragua y de que el propio Ramírez afirmara en una entrevista con Clarín que se haría argentino si el gobierno local le ofreciera la nacionalidad.

Al respecto de eso, esta mañana Cafiero afirmó que la Casa Rosada está en condiciones de darle la ciudadanía al escritor y exvicepresidente sandinista, pero que antes él la tiene que requerir, con un trámite sencillo en una embajada. “Por supuesto [que está la posibilidad], para él y todos los que están también padeciendo lo que está sucediendo en Nicaragua. El tema es que el trámite es personal”, explicó el ministro de Relaciones Exteriores en Radio Con Vos.

En ese sentido, insistió con que tiene que haber un pedido de la persona, en este caso del escritor, para comenzar con la solicitud. “Por supuesto que se puede hacer. Si Ramírez pide la ciudadanía argentina, se la damos. Se debería presentar en la embajada y se inicia el trámite. La Argentina está en condiciones de hacerlo. Para hablar sin eufemismos: si pide la ciudadanía, se le da”, afirmó Cafiero.

También dijo que con el presidente Alberto Fernández charlaron sobre esta cuestión al observar que en Nicaragua se había despojado de su nacionalidad a este grupo de personas. “La Argentina ha marcado la necesidad de que Nicaragua vuelva a respetar los derechos humanos, hemos conformado una comisión para investigar la violación a los derechos humanos en Nicaragua durante el año pasado, condenado la persecución de muchos nicaragüenses, también de carácter religioso. Y la Argentina lo que sí puede hacer es que, si hay solicitantes que lo requieren, trabajar para que se les dé la ciudadanía”, indicó luego de que la postura local ante lo que ocurre en aquella nación centroamericana fuera criticada sobre todo por la oposición por supuesta falta de contundencia.

Las palabras del canciller fueron tomadas luego por la vocera presidencial, quien se expresó en el mismo sentido. “El gobierno argentino está dispuesto a otorgar la ciudadanía argentina a Sergio Ramírez y Gioconda Belli, y a todos los que están padeciendo lo que está sucediendo en Nicaragua”, tuiteó Cerruti minutos después.

Las declaraciones de ambos miembros del gabinete nacional se dan a días de conocerse que un grupo de ciudadanos, entre los que hay periodistas, activistas, políticos, religiosos y defensores de Derechos Humanos, fueron declarados “prófugos

de la Justicia” tras la medida tomada por Ortega la semana pasada, quien les quitó la ciudadanía nicaragüense. Asimismo, decretó que sus bienes pasarían a estar en manos del Estado. Este hecho ocurrió después de que Nicaragua deportara 222 presos hacia Estados Unidos y los dejara apátridas.

(...)



CONCOURS 2023

ORAUX DE LANGUES - TEXTES

LANGUE VIVANTE A

PORTUGAIS

Journée prépas ESSEC 2023

Au Brésil, Lula lance la chasse aux orpailleurs pour sauver le peuple yanomami

Libération, le 26 février 2023

Le 21 janvier, trois semaines après son entrée en fonction, le président Lula se rendait en compagnie de sept de ses ministres dans l'Etat du Roraima, dans le nord amazonien du Brésil, au moment où le ministère de la Santé décrétait l'état d'urgence sanitaire dans une partie de la région, la «Terre indigène Yanomami», nom administratif du territoire, grand comme le Portugal, où sont recensés 30 400 Yanomamis, une communauté autochtone en grand danger.

Selon le ministère, une centaine d'enfants de moins de 5 ans sont morts en 2022, victimes de malnutrition, de pneumonie, du paludisme, de gastro-entérites ou d'autres infections. Les deux tiers n'avaient pas atteint un an de vie. Les jours précédents la visite de Lula, les images d'enfants squelettiques avaient bouleversé l'opinion. L'état de santé de la population adulte est tout aussi critique. Après la visite d'un hôpital, le président de gauche a témoigné : «Ce que j'ai vu m'a ébranlé.» Dans la foulée, il décidait de l'ouverture d'une enquête pour «génocide».

La principale raison de ce désastre humanitaire est l'invasion des terres communautaires par les garimpeiros, les orpailleurs qui extraient les minerais des cours d'eau. Une activité illégale puisque ces territoires sont protégés et légalement inviolables. Mais sous la présidence de Jair Bolsonaro, les infractions n'ont été ni relevées ni sanctionnées, une situation d'impunité qui a encouragé un afflux de chercheurs de métaux. Or, le mercure utilisé dans l'orpaillage a rendu impropre à la consommation l'eau des rivières et ruiné la pêche traditionnelle, entraînant une crise alimentaire. Autre conséquence, la présence des envahisseurs, entre 15 000 et 20 000 selon les estimations, a apporté dans des communautés vulnérables les fléaux de l'alcool, de la drogue et de la prostitution.

Pour contrer cette situation de crise et faire la chasse aux orpailleurs illégaux, Lula a décidé de déployer l'armée et la police, une opération coup de poing qui a fait fuir des milliers de garimpeiros, parfois à pied, ou en s'entassant dans des pirogues à moteur. Les ont accompagnés toute une microsociété de cuisinières, petits commerçants ou prostituées qui s'était greffée sur la ruée vers l'or et la cassitérite, convoitée pour sa teneur en étain.

La première mesure des autorités, le 2 février, a été la fermeture quasi totale de l'espace aérien, pour empêcher les trafiquants de ravitailler les mines. Des avions de chasse munis de moyens de détection puissants font atterrir tout appareil suspect, et sont autorisés à faire feu sur les récalcitrants. Le 9 février, l'agence environnementale Ibama annonçait les premiers résultats de cette opération de reconquête de la réserve la plus vaste du Brésil : la destruction d'équipements saisis sur les sites miniers comme un bulldozer, un avion et un hélicoptère. L'opération s'est poursuivie avec un volet humanitaire et l'installation d'un hôpital de campagne, visité par 300 personnes en quelques jours, à Boa Vista, capitale de l'Etat, ainsi que le largage de 61 tonnes de vivres et de médicaments dans les terres yanomamies.

L'opération du gouvernement suscite cependant de nombreuses inquiétudes dans l'Etat de Roraima, frontalier du Guyana et du Venezuela, où une économie souterraine

s'est développée autour du trafic de métaux. Le déplacement de milliers d'orpailleurs, désormais désœuvrés, pose de nombreux problèmes. Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Flávio Dino, compte sur le départ volontaire d'au moins 80 % d'entre eux, sans nécessité de «mesures coercitives». Mais «ceux qui ont commis des crimes de génocide, des délits environnementaux, financé l'orpaillage illégal ou blanchi de l'argent», seront présentés à la justice, a-t-il assuré.

Un juge de la Cour suprême a par ailleurs demandé l'inclusion de membres du gouvernement de Jair Bolsonaro dans l'enquête pour génocide du peuple yanomami. L'ancien brésilien a toujours défendu les activités minières dans les terres indigènes, malgré leur illégalité.

On peut y dessiner un tableau digne d'un Far West sans foi ni loi, où règne l'exploitation des plus faibles. Au contact des mineurs, les indigènes ont abandonné leurs activités traditionnelles, chasse et pêche. Les médecins de la mission rencontrent des villageois qui ont adopté le mode de vie des envahisseurs : souvent ivres, ils se ravitaillent dans les échoppes des campements en payant en grammes d'or, à des tarifs exorbitants : 5 kilos de saucisses contre 5 grammes, soit 300 dollars (presque autant en euros) ; une caisse de bière, 1 gramme (60 dollars), le même prix que 2 kilos de riz. Les autochtones se seraient par la suite financés en prélevant des taxes sur chaque avion qui se posait sur les pistes de fortune. Ou en prostituant leurs femmes et filles. Plusieurs membres des communautés auraient été assassinés par les leurs pour s'être opposée à ces dérives. Malgré la gravité des faits rapportés, le rapport est resté lettre morte, et n'a donné lieu à aucune enquête.



CONCOURS 2023

ORAUX DE LANGUES - TEXTES

LANGUE VIVANTE B

PORTUGAIS

Journée prépas ESSEC 2023

Maioria dos deputados federais insiste em inviabilizar demarcação de terras indígenas por meio de projeto de lei

CIMI, Conselho indigenista missionário, 26/05/2023

Enquanto os povos originários resistem para manter as florestas em pé, os rios limpos e, até mesmo, para proteger as próprias vidas, parlamentares da bancada ruralista tentam, sistematicamente, legalizar todo o histórico de violação contra os indígenas e seus territórios por meio de proposições que caminham na contramão do mundo.

Esse é o caso do Projeto de Lei (PL) 490/2007, de autoria do deputado Homero Pereira (PR/MT) – parlamentar já falecido –, que teve a urgência de votação aprovada na noite do dia 24 de maio pela Câmara Federal..

O projeto, amplamente inconstitucional, prevê uma série de modificações nos direitos territoriais garantidos aos povos indígenas na Constituição Federal de 1988, inviabilizando, na prática, a demarcação de terras indígenas. Além disso, altera o Estatuto do Índio (Lei 6.001/1973) e incorpora medidas da Proposta de Emenda à Constituição (PEC) 215, uma das principais ameaças aos direitos originários que já passou pelo Congresso.

Esse PL ignora, ainda, a consulta livre, prévia e informada, assegurada aos povos originários na Convenção 169 da Organização Internacional do Trabalho (OIT), escancarando terras já demarcadas para diversos empreendimentos predatórios, como agronegócio, mineração e construção de estradas e hidrelétricas.

O projeto já tramitou pelas comissões de Agricultura, de Direitos Humanos e de Constituição e Justiça (CCJ). Agora, o projeto aguarda apreciação do plenário da Câmara Federal para que, posteriormente, seja analisado também pelo Senado.

A aprovação do requerimento de urgência do PL ocorre justamente às vésperas do julgamento do caso que irá definir os marcos constitucionais para a demarcação dos territórios indígenas de todo o país.

Ainda de acordo com Cleber, a votação na Câmara é “um indicador bastante objetivo de que os inimigos dos povos indígenas estão preocupados com o que pode acontecer no julgamento do Supremo Tribunal Federal”.

Em uma nota coletiva, um conjunto de organizações pastorais também alerta para as contradições na atuação do governo.

“Nos causa perplexidade o fato de que o atual governo federal, que se elegeu com o compromisso de salvaguardar os direitos dos povos indígenas e avançar em sua efetivação, tenha liberado os parlamentares da base governista durante a votação da urgência deste gravíssimo projeto de lei”, diz um trecho da nota.

Em parecer técnico produzido quando a proposta ainda tramitava na CCJ, a assessoria jurídica do Cimi aponta que o PL é inconstitucional até em sua forma, já que a Constituição Federal não pode ser modificada por meio de um projeto de lei.

Vale destacar também que a proposição pretende aplicar às demarcações o marco temporal, tese defendida por ruralistas e setores políticos e econômicos interessados na exploração das terras tradicionais – de acordo com ela, os povos indígenas só teriam direito à demarcação das terras que estivessem sob sua posse no dia 5 de

outubro de 1988 – data da promulgação da Constituição –, ou que, naquela data, estivessem sob disputa física ou judicial comprovada.

Além de não ser prevista pela Constituição, esta tese não leva em consideração as diversas violências sofridas pelos indígenas ao longo da história do país. Outro ponto que não pode ser esquecido é que, até o fim do período da ditadura militar, os povos indígenas eram tutelados pela Fundação Nacional dos Povos Indígenas (Funai) – e pelo Serviço de Proteção ao Índio (SPI), que antecedeu a Funai. Por isso, não tinham meios para reivindicar seus direitos na Justiça.